



## IsraËl efface silencieusement les camps de réfugiés palestiniens de la Cisjordanie

### Description

*IsraËl a commencé Ã mettre en Åuvre son plan de résolution de la question des réfugiés palestiniens en démolissant son symbole le plus important : le camp de réfugiés.*

Par Shatha Hanaysha, le 8 janvier 2026



Camp de réfugiés de Tulkarem, Cisjordanie, 9 janvier 2025 (Photographe : Wahaj Bani Moufleh, Activestills)

La semaine dernière, l'armée israélienne a démolie 25 bâtiments résidentiels dans le camp de réfugiés de Nur Shams, à Tulkarem, dans le nord de la Cisjordanie. Ces maisons appartenaient à des dizaines de familles déplacées il y a un an, comme le reste des habitants du camp. Leur déplacement est désormais définitif.

« Le quartier a disparu et notre maison est en train d'être démolie par l'armée israélienne », déclare Motaz Jamil, un jeune résident du camp, à Mondoweiss alors qu'il regarde sa maison être rasée. « Nos voisins, nos familles, nos souvenirs tristes et heureux, tout cela est en train d'être effacé. »

Ce n'est pas la première fois que la communauté de Jamil est déplacée. En tant que réfugiés, ils sont tous originaires des villages qui parsemaient la cote palestinienne en 1948, lors de la création de l'État d'Israël. « Nous avons été déplacés de Jaffa, et aujourd'hui, nous sommes à nouveau déplacés », explique Jamil.

Pendant la Nakba, Israël a modifié la géographie de plus de 500 villages palestiniens qu'il a ethniquement nettoyés en 1948. Cela a notamment consisté à démolir des maisons, à [planter des forêts sur leurs vestiges et à effacer les traces des personnes qui y vivaient autrefois.](#)

Aujourd'hui, les habitants du camp affirment qu'Israël fait quelque chose de similaire, en se livrant à un processus de « ramassage » du camp par le biais d'opérations de démolition à grande échelle. Les résidents interrogés par *Mondoweiss* affirment que l'objectif est de « tuer l'âme du camp de réfugiés » en modifiant ses caractéristiques.

En janvier 2025, l'armée israélienne a lancé l'opération « Mur de fer », la campagne militaire la plus vaste de ce type visant à éliminer les groupes de résistance dans les villes et les camps de réfugiés du nord de la Cisjordanie.

Quelques années auparavant, en 2022, les communautés de [Jénine](#), [Tulkarem](#) et [Tubas](#) ont vu la renaissance de groupes armés et la [montée en puissance des « brigades de résistance »](#), principalement basés dans les camps de réfugiés de Jénine, Nur Shams, Tulkarem et al-Farâa. Au cours de la répression qui a suivi et qui a duré plusieurs années, l'armée israélienne a lancé des raids répressifs dans les camps de réfugiés, où elle a rencontré des difficultés opérationnelles en raison des ruelles étroites des camps. Lors de sa dernière offensive « Iron Wall », les forces israéliennes ont rasé bon nombre d'entre eux, démolissant [des blocs résidentiels entiers](#) et [creusant de nouvelles voies militaires](#) au cœur des camps, dans le but de créer « des routes sûres pour nos forces », selon l'armée israélienne.

Les derniers ordres de démolition donnés par Israël s'inscrivent dans le prolongement de cette logique : la destruction des maisons palestiniennes non pas parce qu'elles étaient utilisées à des fins militaires, mais parce que l'[architecture des camps](#) ne correspond pas à la vision sécuritaire d'Israël.

La stratégie israélienne visant à « ramasser » les camps s'inscrit dans le cadre d'un projet plus large visant à modifier les caractéristiques sociales, démographiques et géographiques de la Cisjordanie, en particulier les communautés marginalisées qui ont servi d'incubateurs à la résistance.

## Démolition de maisons pour « les besoins militaires futurs »

Faisal Salameh, chef du Comité populaire des camps de réfugiés de Tulkarm, a déclaré à *Mondoweiss* que les 25 nouveaux bâtiments démolis par l'armée israélienne dans le camp de réfugiés de Nur Shams abritaient des dizaines de familles. « Plus de 100 familles palestiniennes se retrouvent désormais sans abri », a déclaré M. Salameh, ajoutant que plus de 5 000 familles ont été déplacées des camps de réfugiés de Tulkarem et de Nur Shams depuis le début de l'année 2025, soit plus de 25 000 personnes.

Dans tout le nord de la Cisjordanie, plus de 40 000 Palestiniens ont été déplacés de leurs foyers pendant l'opération « Mur de fer ». À ce jour, les entrées des deux camps restent bloquées par des monticules de terre, et les réfugiés sont empêchés de retourner chez eux malgré les [récentes manifestations organisées par les résidents](#) pour réclamer leur retour.

Depuis 2025, l'armée israélienne a détruit environ 2 000 logements appartenant à 2 000 familles dans les deux camps de réfugiés de Tulkarem. Environ 4 000 logements supplémentaires ont subi des dommages partiels dus à des explosions, au vandalisme de l'armée, à des destructions, à des incendies criminels et à des tirs à balles réelles, rendant la plupart d'entre eux impropres à l'habitation, explique M. Salameh.

« S'il y a un jour un retour dans les camps, les propriétaires des maisons détruites n'auront plus de maison où retourner », explique-t-il. « Il n'y a pas d'alternative, pas même une lueur d'espoir de fournir aux personnes déplacées un autre logement. Elles ont été poussées hors de la sphère de la vie humaine et laissées sans abri. »

Avant la destruction, les résidents dont les maisons avaient été sélectionnées ont contacté le [Centre juridique Adalah](#) pour déposer une requête auprès de la Cour suprême israélienne, qui a gelé la décision pendant une semaine. Mais l'armée israélienne a fait appel et la cour a approuvé la demande de l'armée.

Même si le ministère public a admis lors de l'audience que les bâtiments visés étaient des habitations civiles non utilisées à des fins militaires et appartenaient à des familles sans aucun lien avec une quelconque activité militaire, la cour a approuvé les destructions pour des « raisons de sécurité » et un « besoin militaire justifié ».

Selon Salameh, la décision de la cour d'aller de l'avant était fondée sur l'existence de « documents secrets » qui n'ont pas été divulgués à la défense.

Selon Adalah, les autorités israéliennes ont également [justifié cette mesure](#) en arguant qu'elle faciliterait les mouvements militaires à l'intérieur du camp à l'avenir, et « non en raison d'une nécessité militaire existante ou urgente ». Les autorités israéliennes ont reconnu qu'il n'y avait aucune urgence immédiate à procéder à la destruction et que la zone était exempte de toute activité de combat depuis plus d'un an.

Salameh affirme que les infrastructures des trois camps ont été complètement détruites. « Il n'y a plus de réseau d'égouts, plus de communications, plus d'électricité, plus de rues ni de routes, plus aucune présence humaine », a-t-il déclaré. « Il n'y a aucune justification à la destruction de ces maisons par l'occupant, si ce n'est pour détruire la géographie des camps. »

« Nous, les comités populaires, les forces nationales, les résidents des camps, l'Autorité nationale palestinienne et toutes les autres institutions officielles, rejetons cette politique de destruction continue », a-t-il ajouté.

## La politique de reconstruction

Dans une interview accordée à [Fox News](#), le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a déclaré vouloir une « coexistence pacifique » entre Palestiniens et Israéliens en Cisjordanie, soulignant que ce territoire devait être passé sous domination israélienne. Ce processus a déjà commencé dans les camps de réfugiés, qui sont en train d'être réaménagés selon les plans d'Israël.

Les forces israéliennes ont commencé à acheminer du matériel de revêtement routier dans certains camps de réfugiés du nord de la Cisjordanie, après le refus de l'Autorité palestinienne (AP) de le faire.

Le refus de l'AP repose sur le rejet des conditions imposées par Israël pour autoriser le début de la reconstruction et le retour des résidents. Selon une source locale citée par Mondoweiss, une source locale affirme que l'AP refuse de poursuivre les plans de repavage sans perspectives claires de compensation pour les familles dont les maisons ont été démolies.

« Le revêtement peut sembler mineur, mais il favorise une solution militaire imposée par la force », a déclaré la source, ajoutant que les discussions entre les États-Unis, les Palestiniens et les Israéliens portent sur un ensemble de conditions axées sur la sécurité plutôt que sur les aspects humanitaires. « La position de l'AP est faible car elle est économiquement et financièrement épuisée et craint l'aggravation de la crise dans les camps. Personne n'a proposé de solution pour indemniser les familles, et personne n'a de réponse quant à leur sort. »

En substance, Israël rejette toute installation de ces camps de réfugiés en tant que concentration démographique distincte, même en dehors des limites du camp lui-même, selon cette source. « Même l'idée de logements mobiles a été rejetée par Israël, qui ne veut pas voir émerger un nouveau camp ou une nouvelle concentration démographique en dehors des camps existants. »

Mahmoud Khoulouf, analyste politique local, affirme que ces démolitions visent à modifier les caractéristiques du camp de réfugiés palestiniens afin qu'il ne ressemble plus à un camp et devienne une extension des villes adjacentes. « Il s'agit d'une tentative d'annexion des camps aux villes les plus proches d'une manière qui sert les intérêts d'Israël », explique-t-il, ajoutant que les camps de réfugiés incarnent le droit au retour et la question des réfugiés palestiniens.

M. Khoulouf ajoute qu'au cours de l'année dernière les camps de réfugiés ont été vidés, l'armée israélienne les a utilisés comme terrains d'entraînement pour ses forces régulières et de réserve, tirant largement parti des ruelles des camps pour entraîner la guerre urbaine dans des zones densément peuplées.

« Nous, les habitants de la région, sommes témoins de l'intensité des tirs quotidiens lors des entraînements avec des armes lourdes et légères », explique M. Khoulouf.

Quant à savoir quand l'armée israélienne pourrait se retirer des camps, M. Khoulouf affirme que cela dépend en grande partie de la capacité d'Israël à mettre en œuvre les changements infrastructurels qu'il souhaite réaliser dans les camps. Cela comprend des fortifications, des murs électroniques et en béton, l'installation de tours et la préparation de logements pour les colons dans les avant-postes israéliens voisins qui étaient autrefois des colonies. Évacuées en 2005 dans le cadre de la loi israélienne unilatérale sur le désengagement, quatre colonies israéliennes autour de la région de Jérusalem sont [actuellement en cours de reconstruction](#), à la suite d'un processus de re-légalisation qui a abouti à [l'abrogation de la loi sur le désengagement](#) en juillet 2024.

Khoulouf dit craindre que lâ??expÃ©rience du nord de la Cisjordanie ne se rÃ©pÃ©te dans le centre et le sud du territoire. Â« IsraÃ«l attend lâ??occasion de le faire et est dÃ©terminÃ©, avec le soutien des Ãtats-Unis, Ã  mettre fin Ã  lâ??UNRWA Â», dit-il. Â« CÃ©est un prÃ©lude Ã  la suppression du droit au retour, puis Ã  lâ??expansion de la construction de colonies. Â»

Traduction : JB pour lâ??Agence MÃ©dia Palestine  
Source : [Mondoweiss](#)

**date crÃ©Ã©e**  
2026/01/09